



Carte scolaire : un désastre se profile !

L'Education Nationale a enclenché les opérations dites de « carte scolaire » pour les écoles, les lycées, les collèges et les services administratifs.

Pour les fédérations de l'Education Nationale FNEC FP FO/ FSU / CGT Educ'action/SUD Education, un désastre se profile. Le Recteur et sa représentante locale, Madame l'Inspectrice d'Académie, refusent de transmettre aux représentants syndicaux les documents habituellement transmis en termes d'effectifs d'élèves en particulier.

Dans le même temps, ils communiquent sur une supposée baisse massive d'élèves alors que la démographie du département continue d'augmenter selon l'INSEE.

La FNEC FP FO/ FSU/ CGT Educ'action/SUD Education s'interrogent : qu'y a-t-il à cacher ?

Pour les écoles primaires :

Ce sont 6 nouvelles suppressions de postes que va devoir subir le département. Alors même que les problèmes de remplacements des maîtres absents sont récurrents depuis le début de l'année, que les enfants de 2 ans sont, de fait, chassés des écoles, que les enfants en situation de handicap ou en difficulté scolaire et leurs enseignants sont abandonnés par les responsables de l'Education Nationale, « l'Ecole de la confiance » de Monsieur BLANQUER va se traduire par une nouvelle dégradation des conditions de travail et d'enseignement.

C'est dans ce cadre que Madame l'Inspectrice d'Académie a d'ores et déjà affiché son intention de fermer tous les ½ postes ouverts l'an passé et de revoir les seuils de gestion d'ouverture et de fermeture de classes. C'est également dans ce cadre d'austérité que le Rectorat tente de poursuivre la convention ruralité qui vise à regrouper et fermer les écoles.

Pour les collèges de Haute-Loire :

- Moins 129h soit un retrait de 4 ou 5 classes pour les collèges de Haute Loire pour la rentrée 2020 et l'équivalent de 7 postes supprimés
- De grandes menaces pour les sections bilingues, les sections sportives, les options euros, les dédoublements en particulier en matières expérimentales ...
- Le nombre de divisions actuelles à plus de 30 élèves par classes, soit au-dessus de la règle académique, serait en nette progression, en particulier en Haute-Loire (en 6ème et 4ème), ce qui n'existait pas jusqu'à présent. On peut donc craindre que ce problème soit amplifié à la rentrée prochaine.
- Volonté de mutualiser les effectifs sur le bassin du Puy (collèges de Brives, Jules Vallès et Lafayette du Puy) afin de refuser l'ouverture de classes, ce qui ne pourra que favoriser le transfert d'élèves vers le privé.

Pour les lycées de Haute-Loire :

- De très fortes baisses de dotations pour des lycées : moins 105h au lycée de Monistrol avec 5 postes menacés de suppression, moins 106h au lycée C.A. Dupuy du Puy
- Une matière totalement sinistrée : les Sciences Economiques et Sociales (SES) : 3 postes au moins sont menacés alors que l'an passé, il y a déjà eu des suppressions
- Les baisses de dotations vont une fois de plus se traduire par des fermetures ou des non ouvertures de classes (comme cette année au lycée C.A.Dupuy où 45 élèves ont été refusés et une classe de 2nde supprimée), par des pertes de dédoublements et par l'augmentation des effectifs par classe, pour le plus grand bénéfice du privé.
- De plus, le décret permettant d'imposer aux enseignants 2 HSA (Heures supplémentaires) conduira à l'augmentation du nombre de postes supprimés.

Que ce soit dans les écoles, les collèges et les lycées, plus d'une trentaine d'élèves en situation de handicap ne bénéficient pas de l'aide d'un AESH comme la réglementation l'impose. Combien l'an prochain ? Les fédérations rappellent que loin d'être « dé-précarisés » comme le prétend le Ministre, les AESH sont des contractuels sans droits, rémunérés 720€/mois et désormais sans affectation fixe.

Enfin déjà saignés à blanc, les services administratifs devront rendre encore 2 postes sans qu'on n'en connaisse encore les modalités, cela en pleine restructuration liées à la mise en place de la région académique (Clermont/Lyon/Grenoble) qui entend fusionner pas moins de 14 services administratifs.

Pour la FNEC FP FORCE OUVRIERE, la FSU, la CGT Educ'action, SUD Education, les personnels sont engagés largement dans la grève pour le retrait de la réforme des retraites qui ferait baisser les pensions de tous. Les annonces du Ministre BLANQUER sur une pseudo revalorisation pour compenser cette baisse sont de l'enfumage. L'établissement de la carte scolaire en Haute Loire mais plus généralement sur l'académie et sur tout le territoire est l'occasion pour le gouvernement de poursuivre sa politique d'austérité dont les élèves et les personnels sont les victimes directes.

Pour l'intersyndicale, ce doit être une raison supplémentaire pour les personnels de se mobiliser et d'amplifier le mouvement de grève en cours pour le retrait de la réforme des retraites. Elle les invite donc à continuer à répondre aux appels à la grève, en particulier ce vendredi 24 janvier, jour de présentation du projet de loi au conseil des ministres.